

ECONOMIE GENERALE : INTRODUCTION A LA SCIENCE ECONOMIQUE

CHAPITRE 2 : « LE CIRCUIT ECONOMIQUE »

Introduction

I- Le circuit économique : définitions

1- Un exemple de circuit simple

2- Différents types de circuit

3- Le circuit d'ensemble d'une économie

II- Le circuit, cœur de l'analyse keynésienne

1- Le circuit keynésien

2- Les chocs sur le circuit

III- Le circuit dans la comptabilité nationale

1- Deux approches complémentaires

2- L'approche par les produits

3- L'approche par les revenus

Conclusion

ECONOMIE GENERALE : INTRODUCTION A LA SCIENCE ECONOMIQUE

CHAPITRE 2 : « LE CIRCUIT ECONOMIQUE »

Introduction

L'analyse économique consiste à observer le comportement des acteurs économiques, voir leurs interdépendances et leurs relations, d'où l'idée du circuit économique.

L'objectif est d'avoir une vision d'ensemble, globale (macro) de l'économie, ses acteurs et leurs relations.

→ Une approche globale (holiste), donc keynésienne, adoptée par la comptabilité nationale pour présenter la situation économique d'un pays à un instant donné (bilan d'ensemble d'une nation).

En comptabilité nationale, les agents économiques sont nommés *unités institutionnelles*, regroupées en *secteurs institutionnels* qui réalisent des opérations économiques qui engendrent des flux réels (physiques) ou monétaires.

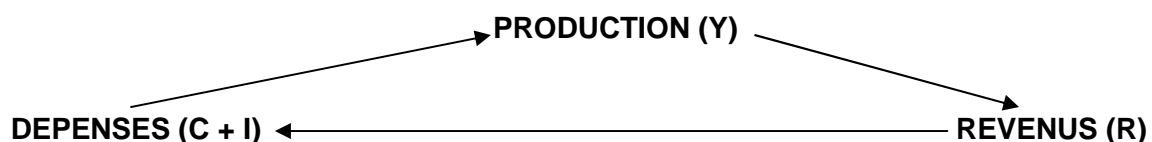
Il existe trois types d'opérations économiques : des opérations sur les biens et services, de répartition et financières.

I- Le circuit économique : définitions

Il s'agit de mettre en relation des variables macro-économiques d'une façon qui permette, quel que soit le cheminement suivi, de revenir au point de départ (*bouclage macro-économique*).

C'est une approche holiste, keynésienne.

1- Un exemple de circuit simple



Demande globale : $D_g = C + I$.

Revenu : $Y = C + S$

Hypothèse : $C = Y$ (pas de stock, ni d'épargne, ni investissement).

Equilibre économique : $I = S$

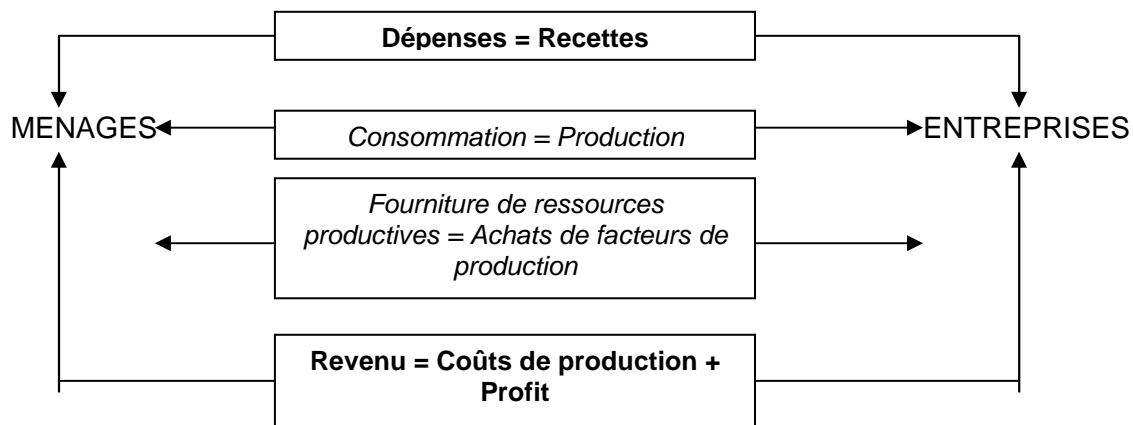
NB : de ce fait, le capitalisme naît avant les instruments financiers !

2- Différents types de circuit

Les différents types de circuit dépendent du nombre de variables prises en compte, du type de variable et de la complexité du circuit.

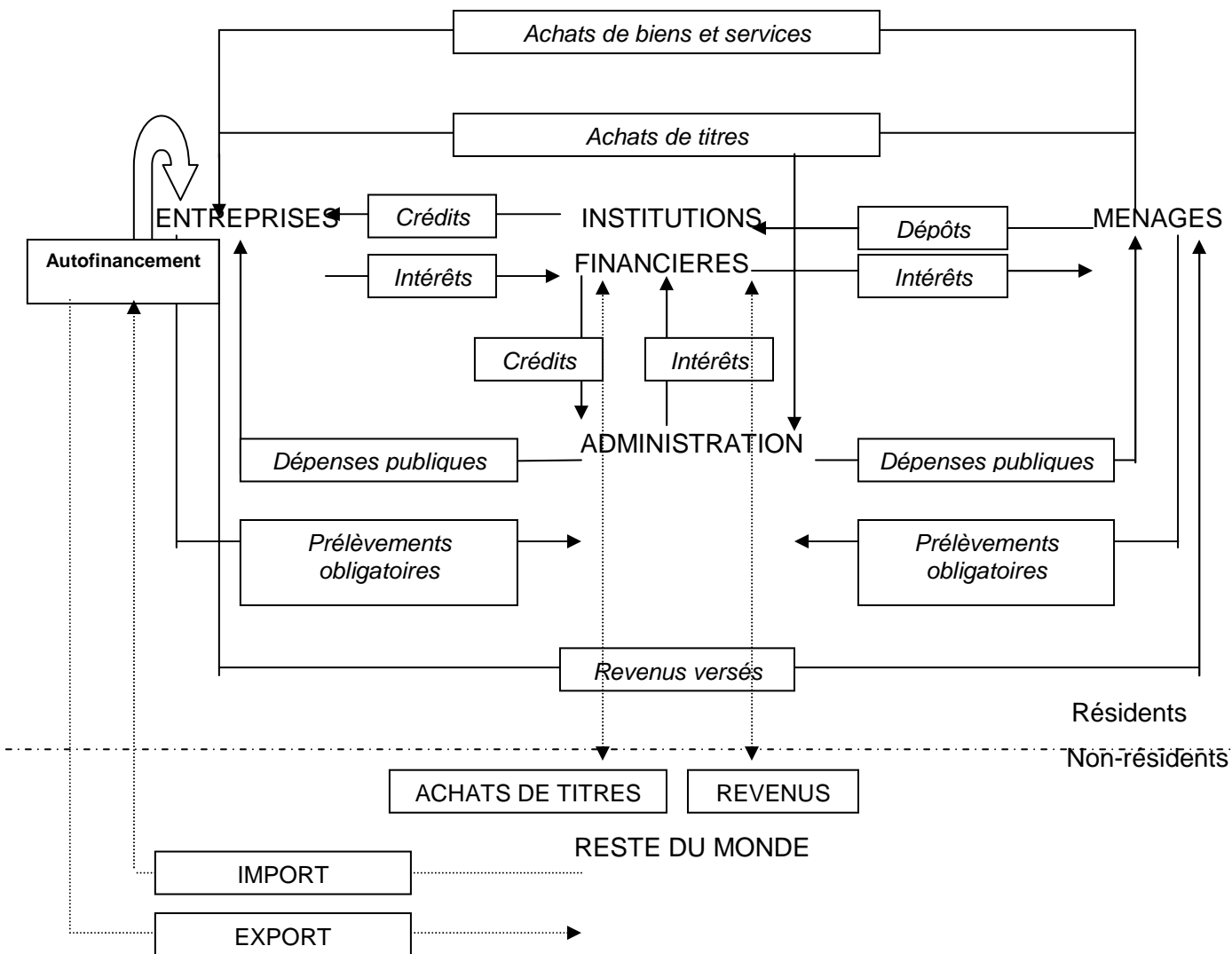
On peut par exemple distinguer :

- Les circuits en économie ouverte ou fermée ;
- Les variables économiques ou les groupes sociaux comme le tableau de F. QUESNAY (XVIII^{ème} siècle) qui s'interrogeait sur quelle classe sociale crée de la valeur (repris par K. MARX) ;
- Les circuits en termes réel ou monétaire : certains circuits articulent les deux flux, nécessairement en sens contraire ;



- Les circuits statiques ou dynamiques : ils permettent de voir les relations entre les agrégats, estimer l'influence de la variation d'une variable sur le niveau d'une ou de plusieurs autres variables (analyse explicative et causale).

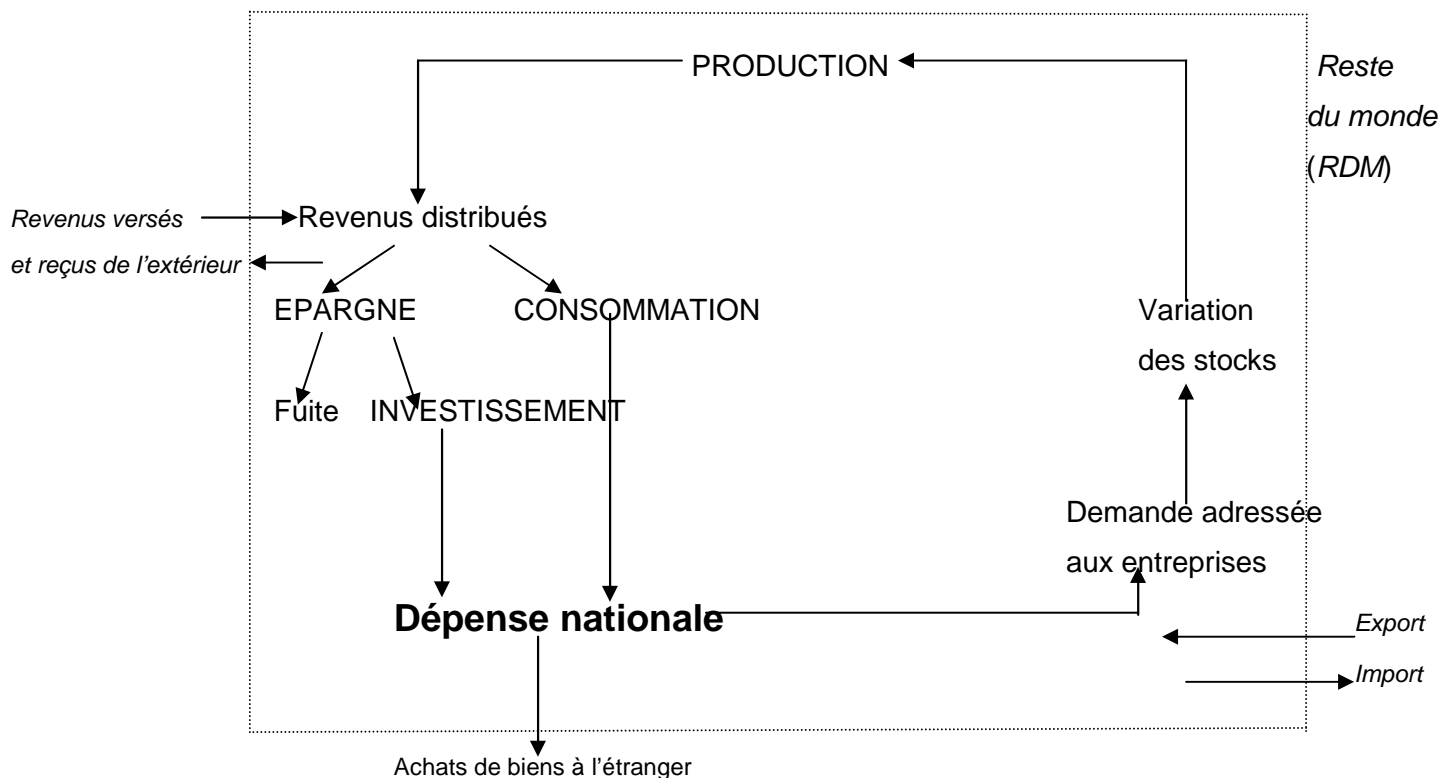
3- Le circuit économique d'ensemble d'une économie



II- Le circuit, cœur de l'analyse keynésienne

J. M. KEYNES s'interroge sur les facteurs qui déterminent le niveau de production et celui de l'emploi. Cette réflexion nécessite un circuit dynamique car une variation de la dépense engendre une variation de la demande, donc des prix.

1- Le circuit keynésien



2- Les chocs sur le circuit

Une fuite possible : l'épargne non utilisée pour l'investissement (thésaurisation) est un gaspillage de ressources qui réduit d'autant et même plus (combinaison des effets accélérateur et multiplicateur) la demande globale, donc la production à la fois de biens de consommation et de biens d'équipement, donc le volume de l'emploi (chômage) car dans la logique keynésienne le niveau d'emploi est lié au niveau de la production.

III- Le circuit dans la comptabilité nationale

Approche statique : ni fuite, ni déséquilibre.

L'objectif de J. M. KEYNES était d'analyser des écarts variables qui expliquent la croissance et les crises, alors que l'objectif comptable est de décrire une situation économique en quantifiant les agrégats et leurs relations ; une représentation globale, détaillée et chiffrée de l'économie dans un cadre comptable.

1- Deux approches complémentaires

Par les produits : le *Tableau des Entrées-Sorties* (TES) : équilibre ressources/emplois pour un ensemble de **branches d'activité**, inspiré de la matrice de V. LEONTIEFF.

Par les revenus : *Tableau Economique d'Ensemble* (TEE) : ensemble des opérations économiques et financières par **secteur institutionnel**.

→ Deux approches complémentaires, car la production est à la fois source de biens et services et de revenu qui permet la dépense.

En ce qui concerne les biens et services, les exports et imports ne sont pas introduits.

En ce qui concerne les revenus, le revenu ne correspond pas toujours à la dépense car il y a redistribution d'une partie du revenu par l'Etat via les dépenses publiques et le prélèvement de l'impôt, mais les transferts de revenus avec le reste du monde apparaissent. De même, certains agents ont un volume de dépense supérieur à leur revenu (besoin de financement) et d'autres à l'inverse des dépenses inférieures à leur revenu (*Capacité d'AutoFinancement*, CAF). Des opérations financières permettent d'équilibrer le volume des besoins avec celui des capacités via le crédit.

2- L'approche par les produits

Production (le PIB, Y) + **Import** (M) = ressources en produits.

Ventilation de l'utilisation des ressources :

Consommation (C) : biens et services achetés par les ménages.

Investissement : biens d'équipement achetés pour une utilisation future et durable.

On distingue l'investissement fixe des entreprises en dehors de l'amortissement, la *Formation Brute de Capital Fixe* (FBCF), l'investissement des ménages **en logement**, les stocks des entreprises (résidu d'une conception marxiste selon laquelle toute production est une richesse).

Dépenses publiques (« Gouvernement », G) : dépenses des administrations publiques (administrations centrales et territoriales) en biens et services.

Export (X) : biens et services vendus à l'étranger.

ΔS : variation de stock

$$\text{Equilibre: } Y + M = C + I + G + X + \Delta S$$

$$\text{Ressources} = \text{Emplois}$$

$$\text{Donc : } Y = \underbrace{C + I + G + \Delta S}_{\text{Demande intérieure}} + \underbrace{X - M}_{\text{solde extérieur}}$$

$$\text{En détail : } Y = C_p + C_g + I_p + I_g + G + \Delta S + X - M.$$

LES INDICATEURS ECONOMIQUES EN FRANCE ET LEUR EVOLUTION

INDICATEURS	2008 (mds euros courants)	2009 (prévisions de croissance en %)	2010 (prévisions de croissance en %)
PIB (Y)	1 950	-1.5	1.0
Consommation (Cp)	1 087	0.4	1.2
Investissement total (Ip + Ig)	427	-4.1	0.0
Dépenses publiques (G)	480	0.9	1.0
Solde extérieur (X-M)	-49	0.0 (contribution)	-0.3 (contribution)
Variation de stock (ΔS)	5	-1.3 (contribution)	0.4 (contribution)

Inflation (%)	2.8%	0.4%	1.4%
Chômage (%)	8.2%	9.5%	9.0%

Source : MINEFE, 2009.

Les principaux concurrents et partenaires sont les *Pays Développés à Economie de Marché* (PDEM). L'avantage concurrentiel n'est donc pas en termes de coût (structures productive, économique et sociale similaires) mais hors-coût, c'est à dire le savoir-faire, l'innovation au sens large (sur les processus, les produits... Cf. J. A. SCHUMPETER, infra).

➔ L'approche TES permet de remonter les filières et de voir les relations entre elles. Ainsi, on peut par exemple simuler l'impact de variation de prix dans une branche sur les autres branches et calculer des *coefficients techniques*, estimer l'impact des progrès de productivité dans une branche... C'est un outil d'analyse de la production qui permet de faire des simulations, afin d'établir une planification pour la mise en œuvre de la politique économique, notamment la politique industrielle et de revenus.

3-L'approche par les revenus

Focalisation sur l'ensemble des opérations entre unités institutionnelles (et non plus les rapports de branches) regroupés en secteurs institutionnels.

L'activité économique de chaque secteur est résumée dans un ensemble de sept comptes :

COMPTE DE PRODUCTION

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Consommations intermédiaires Solde : VALEUR AJOUTEE	Production effective

COMPTE D'EXPLOITATION

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Dépenses liées à l'activité de production Solde : EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	VALEUR AJOUTEE Aides liées à l'activité de production

COMPTE DE REVENU

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Dépenses sur les revenus perçus Solde : REVENU DISPONIBLE BRUT	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION Revenus perçus

COMPTE D'UTILISATION DU REVENU

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Consommation Solde : EPARGNE BRUTE	REVENU DISPONIBLE BRUT

COMPTE DE CAPITAL

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Formation brute de capital Solde : CAPACITE DE FINANCEMENT	EPARGNE BRUTE Solde : BESOIN DE FINANCEMENT

COMPTE FINANCIER

<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Placements et prêts Solde : SOLDE DES CREANCES ET DES DETTES	Emissions et emprunts Solde : SOLDE DES CREANCES ET DES DETTES

NB : il s'ajoute un compte financier et un compte non financier qui retracent les relations avec le reste du monde, ainsi que des systèmes intermédiaires pour aider à la compréhension des macro-économistes et des responsables d'entreprise. Il s'agit de systèmes regroupant les acteurs qui utilisent les mêmes règles de comptabilité (entreprises, assurances, institutions financières, collectivités locales...). Ceci est fourni par le système élargi de la comptabilité nationale. De même, il existe des comptes satellites qui présentent

des données monétaires et non monétaires dans une préoccupation sociale (compte de la santé, du logement...), articulés avec les données d'analyse économique globale.

Enfin, il existe des comptes de patrimoine des secteurs institutionnels qui présentent une évaluation de la richesse nationale.

Secteurs institutionnels	Fonctions principales
Sociétés	- Produire des biens et services marchands non financiers.
Institutions financières	- Financer : collecter, transformer et répartir les disponibilités financières.
Entreprises d'assurance	- Assurer : garantir un paiement en cas de réalisation d'un risque déterminé à l'avance.
Administrations publiques	- Produire des biens et services non marchands destinés à la collectivité et effectuer des opérations de redistribution.
Administrations privées	- Produire des services non marchands et produire sans but lucratif des services marchands aux ménages.
Ménages et entreprises individuelles	- Consommer et en tant qu'entreprise individuelle, produire des biens et services marchands non financiers.
Reste du monde	- Opérations entre unités résidentes et non-résidentes.

Les données sont regroupées en agrégats synthétiques (PIB, investissement...) et sous la forme d'un tableau faisant apparaître les interrelations, y compris avec le reste du monde.

Production = PIB.

Revenu = PIB + variation de revenu et de transferts reçus et versés avec le reste du monde.

Demande = Demande globale (C + I) + variation de la demande avec le reste du monde.

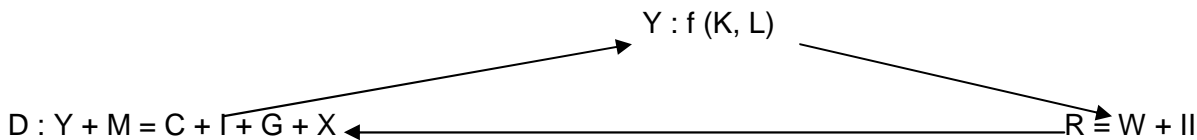
D'où : - **Approche par les produits** : $Y + M = C + I + G + X$.

- **Approche par les revenus** : $Y = \text{rémunération des salariés} + \text{rémunération du capital} + \text{impôts liés à la production}$, soit :

$$Y = W + II$$

Avec : W, « wages », les salaires.

II : le profit.



REMARQUE: 1982: volonté de baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée en désindexant l'évolution des salaires sur l'évolution des prix pour lutter contre l'inflation, inciter à investir (hausse de la demande...) car la logique keynésienne de soutien à la demande pour sortir de la crise n'a pas fonctionné et a entraîné de l'inflation importée, donc la dégradation de la balance commerciale, car les produits français de l'époque étaient peu compétitifs (la demande s'était alors tournée vers les produits étrangers).

REMARQUE : ➤ *En économie fermée*, $Y = R$ (production globale = Revenu global).

Le revenu est utilisé pour consommer ou investir, d'où :

Production = $C + I$.

Revenu = $C + S$

A l'équilibre: $I = S$

➤ *En économie ouverte* : les agents peuvent faire appel à l'épargne étrangère ou placer leur épargne à l'étranger ; au niveau global, le pays dégage un excédent de fonds prêtables (CAF) si son épargne est supérieure à son niveau d'investissement ou un déficit s'il a un besoin de financement.

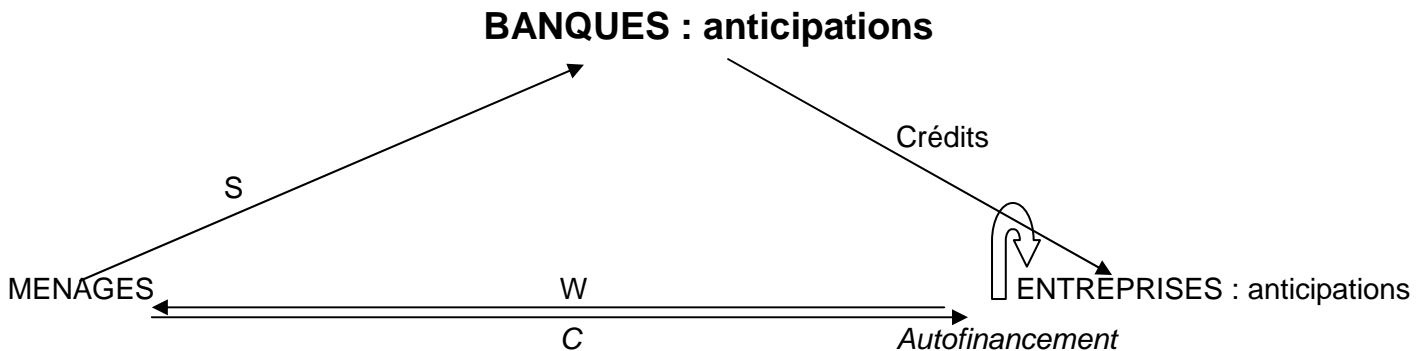
Quid de la variation des stocks (hypothèse d'égalité offre/demande) ? La variation des stocks est considérée comme un investissement (Cf. K. MARX : *Toute production est source de richesse*).

Mais, J. M. KEYNES distingue le stock désiré du stock non désiré. Un stock non-désiré représente un excédent d'offre globale sur la demande globale, ce qui entraîne une baisse de la production pour la période suivante et ses conséquences (approche dynamique).

Si au contraire le stock est désiré, c'est que les agents font des anticipations optimistes sur l'avenir, ce qui augure une croissance économique.

Conclusion

La logique keynésienne :



Les décisions des entrepreneurs sont le moteur de l'activité car elles portent sur le volume de production, donc le niveau de l'investissement et de l'emploi.

Ces décisions dépendent des anticipations car les entreprises produisent avant de vendre (elles ont un besoin en fonds de roulement).

➔ Nous sommes donc dans une *économie monétaire de production* à trois agents.

Si les anticipations sont pessimistes, il y aura baisse de l'investissement, donc baisse de l'activité et hausse du chômage, ce qui contracte encore plus la demande et crée des anticipations plus pessimistes encore... Les Keynésiens montrent le caractère auto-réalisateur des anticipations et leur responsabilité dans les crises (phénomène moutonnier classique des marchés financiers à l'origine des grandes crises financières récentes, Asie, Argentine...).

Les entreprises dépendent des marchés financiers, rôle fondamental de la sphère financière. Mais si les anticipations optimistes ne sont pas réalisées, il y aura trop de monnaie injectée sans contrepartie réelle, d'où une inflation d'origine monétaire (inflation classique, cf. infra, M. FRIEDMAN).

Deux logiques opposées : pour J. M. KEYNES, le problème de croissance est un problème de *demande effective* (anticipée) alors que pour les Néoclassiques, il faut stimuler l'offre car *toute production trouve un débouché* (cf. loi de J. B. SAY), ce qui est une erreur car cette loi suppose que les revenus sont distribués avant la vente, ce qui est vrai pour les salaires mais pas pour le profit qui peut-être n'apparaîtra jamais !...